

Les entreprises de Midi-Pyrénées réunies autour de la DSN

Rencontre du Cercle DSN, le 1er juin 2015 à Toulouse

Ce lundi 1^{er} juin, les acteurs économiques de la région Midi-Pyrénées se sont mobilisés autour de la Déclaration Sociale Nominative, la DSN. Obligatoire depuis le 1^{er} avril dernier pour les 13 000 plus grandes entreprises françaises, elle sera généralisée à l'ensemble des entreprises au 1^{er} janvier 2016.

Ce Cercle a permis d'échanger sur le bilan du déploiement de la DSN en Midi-Pyrénées, région particulièrement mobilisée dans un travail collectif autour de ce dispositif. Des entreprises déjà passées à la DSN sont venues partager leurs expériences et conseils.



Une région très impliquée dans la simplification des formalités

Active économiquement, la région Midi-Pyrénées a été choisie par le Président de la République pour le lancement de la DSN le 9 janvier 2014 à Toulouse, dans le cadre du Choc de simplification au centre de la politique de modernisation de l'Etat. A l'avant-garde sur les simplifications de formalités, et en particulier avec la DSN, elle a constitué le 1^{er} Cercle DSN.

Le Cercle Midi-Pyrénées a toujours travaillé en mode « collectif », aussi bien entre Organismes Sociaux (Urssaf, Cnam, Carsat, Pôle Emploi, Agirc Arrco, Cibtp...) qu'avec les partenaires (CROEC, CCI, CM), les entreprises, les éditeurs, intégrateurs et distributeurs de logiciels de paie, les acteurs des nouvelles technologies en Midi-Pyrénées comme La Mêlée Numérique.

Qu'est-ce que la DSN ?

- La déclaration sociale nominative remplace et simplifie la majorité des déclarations sociales en automatisant leur transmission à partir des données de paie
- Obligatoire pour toutes les entreprises dès le 1^{er} janvier 2016 et depuis mai 2015 pour les grandes entreprises
- Plus d'informations sur le site DSN-info.fr

« Le Cercle DSN répond à un objectif d'échange d'informations entre l'ensemble des acteurs et des relais concernés par ce projet majeur de simplification. Notre vocation est d'inciter les entreprises et leurs tiers déclarants à adopter la DSN dans les meilleurs délais, en leur faisant bénéficier d'une information complète et privilégiée relayée par des correspondants nationaux et régionaux. Plusieurs centaines d'entreprises de Midi-Pyrénées se sont déjà engagées dans la mise en œuvre de la Déclaration Sociale Nominative » a introduit **Karine Desbarres, Sous-Directrice de l'URSSAF de Midi-Pyrénées** et co-pilote du Cercle DSN de la région.

Un projet structurant à anticiper

Comme l'explique **Jérôme Joie, Directeur des Etudes du GIP-MDS** : « *La DSN est un projet d'envergure né de la volonté des entreprises de réduire et le nombre de déclarations et la complexité du dispositif déclaratif. Il s'agit d'un véritable changement pour les entreprises qu'elles doivent préparer. Nous conseillons donc à toutes les entreprises et tiers déclarants de démarrer la DSN au plus vite* ».

A l'occasion de cette rencontre, des entreprises sont venues témoigner de leur passage à la DSN, comme par exemple **Karim Lopez, Responsable du Pôle Social du Groupement d'Employeurs Santé Médico-Social (GE-SMS) qui rassemble 3 cliniques et 3 EHPAD indépendantes** implantées en Midi-Pyrénées (*la Clinique MEDIPOLE Garonne, la Clinique MONIE, la Clinique des Minimes* ; ainsi que les résidences ISATIS, Maison-Neuve et Saint SIMON).

« *Dans notre secteur d'activité de la santé, nous sommes notamment confrontés à un turn-over et à un taux d'absentéisme assez important, ce qui engendre une gestion administrative volumineuse et chronophage. Nous avons tout de suite perçu les gains de gestion que la mise en place de la DSN pouvait apporter à nos établissements : nous modifions les process internes pour aller vers une gestion simplifiée, le bénéfice est réel* ». La DSN va lui permettre, ainsi qu'à ses équipes, de recentrer leurs activités RH sur des tâches à plus forte valeur ajoutée.

Karim Lopez conseille de faire un état des lieux technique et organisationnel de l'environnement RH/Paie et de prévoir du temps de formation. Il rappelle qu'anticiper est la clé d'un passage réussi à la DSN afin de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et de ne pas être confronté au dernier moment à des blocages. D'autant qu'un bénéfice est déjà perceptible : « *Au fil du temps et du déploiement de la DSN, le retour sur investissement se fait sentir en termes de gain de temps de travail, soit d'ores et déjà un gain évalué de soixante heures de travail par mois, ce qui est considérable !* ». Et de conclure : « *Le numérique transforme notre environnement, il faut savoir saisir ces opportunités pour recentrer notre travail sur ce qui génère de la valeur ajoutée pour l'entreprise. La DSN est à mon sens un vrai pas en avant vers la simplification* ».

Le Cercle DSN de Midi-Pyrénées a réuni tous les acteurs de la région impliqués dans ce projet :

- décideurs institutionnels de la sphère économique et sociale régionale : organismes de protection sociale, préfectures et services de l'État
- représentants d'éditeurs de logiciel de paie
- entreprises déjà en production DSN

Contacts presse :

Cercle DSN Midi-Pyrénées :

Christophe CUQ : midipyrenees@gip-mds.fr

Agence de communication Wellcom :

Sandra CIAVARELLA & Gaëlle RYOUQ : 01 46 34 60 60 – sc@wellcom.fr & gr@wellcom.fr

GIP-MDS :

Marie-Amélie ROGUET : 01 58 10 47 28 – marieamelie.roguet@gip-mds.fr

À propos du GIP-MDS

Le Groupement d'intérêt public Modernisation des déclarations sociales (GIP-MDS) a été créé en 2000 dans le but de mutualiser les moyens et les expertises des organismes de protection sociale en termes de dématérialisation, et de permettre aux entreprises et à leurs mandataires d'effectuer leurs déclarations sociales en ligne de manière gratuite, simple et sécurisée.

Fort du succès de net-entreprises.fr (3 millions d'entreprises inscrites, 26 millions de télédéclarations en 2014), le GIP-MDS est maître d'ouvrage opérationnel de la déclaration sociale nominative, la DSN.

Le GIP-MDS regroupe les organismes de protection sociale (Acos, Agirc-Arrco, Cnav, Pôle emploi, Unédic, Cnamts, MSA, RSI...) et, comme membres associés, les organisations patronales, des syndicats de salariés, des représentants d'utilisateurs comme les éditeurs de logiciels (Syntec numérique) et les experts-comptables (Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables).